



## **4<sup>ème</sup> réunion des ministres chargés des mines et de l'énergie des pays membres de la CEN-SAD**

**(Rabat, 2 - 4 décembre 2009)**

### **Communiqué de presse**

**Rabat, le 03 décembre 2009** – Madame Amina BENKHADRA, ministre de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement a procédé, en présence de Monsieur Mohamed Al-MADANI Al-AZHARI, Secrétaire Général de la Communauté des Etats Sahélo - Sahariens (CEN-SAD), à la cérémonie d'ouverture de la 4<sup>ème</sup> réunion des Ministres Chargés des Mines et de l'Energie des pays membres.

Madame BENKHADRA a souligné lors de son intervention que cette réunion revêt une importance particulière eu égard au rôle stratégique que joue les secteurs clés de l'énergie et des mines dans le développement économique et social. Madame la Ministre a précisé que cette réunion est également une opportunité pour faire le bilan des progrès réalisés dans les domaines minier et énergétique et pour analyser les perspectives de leur évolution dans le contexte régional et international afin de définir les orientations stratégiques que la Communauté devra adopter pour renforcer les liens de coopération bilatérale et multilatérale aussi bien en son sein qu'au niveau de l'ensemble du continent africain.

Pour le Maroc, la coopération avec les pays membres de la CEN-SAD est un choix stratégique dicté par des intérêts communs et des avantages partagés dans un esprit de solidarité et de fraternité agissante. Le Royaume du Maroc a acquis une longue expérience et une expertise dans différentes filières énergétique et minières qu'il partage déjà avec certains pays africains frères et qu'il est prêt à élargir d'autres pays du CEN-SAD qui le souhaitent.

Madame BENKHADRA a rappelé que cette réunion se tient à quelques jours de l'ouverture de la conférence au sommet sur le changement climatique dont les travaux démarreront à compter du 7 décembre prochain à Copenhague. Cette conférence internationale est une occasion pour la Communauté des Etats Sahélo - Sahariens de se présenter en un front uni afin de défendre une position commune pour un véritable transfert de technologies avec un soutien financier renforcé des pays industrialisés et des institutions financières internationales en faveur des pays en développement a ajouté Madame la Ministre.